

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Le "redressement" financier

Faire payer les riches (Mai 1936)

Suppression du prélèvement sur les rentes (Août 1937)

L'Unité SOCIALISTE-COMMUNISTE

Dialogue des sourds

On connaît la fameuse histoire du dialogue des sourds se rendant à la pêche. C'est un peu à cela que fait penser la conversation qui a lieu en ce moment entre le parti socialiste et le parti communiste sur le problème de l'unité :

Le socialiste (au communiste). — Nous ne voulons pas de votre unité !

Le communiste. — O joie ! ô bonheur ! vous voulez l'unité !

Le socialiste. — Non ! Non ! Nous ne voulons pas de l'unité !

Le communiste. — Ah ! très bien ! Je crains que vous ne vouliez pas de l'unité !

Et le dialogue se continue à peu près sur ce ton. Cependant que Duclos s'affirme prêt à toutes les concessions, d'une manière cassante. Paul Faure lui répond qu'il n'est pas possible de donner suite aux propositions faites par le P. C.

Dans un passé qui n'est pas tellement lointain un des innombrables frères que connut le parti communiste, avait fort bien défini par une image saisissante empruntée à la gent volatile quelles étaient les intentions des communistes pour les socialistes. C'était l'époque où Treint voulait « plumer la volaille ».

Depuis il y a eu l'unité syndicale, qui a servi de leçon aux socialistes. Et ceux-ci — au moins les militants — ont fini par comprendre qu'ils seraient dans l'aventure les dindons de la farce. On ne les amènera au supplice que contraints et forcés.

Cependant l'hypothèse de la réalisation de l'unité n'est pas exclue définitivement. Bien au contraire. Toute une masse d'adhérents nouveaux et d'une clarté politique limitée par la fraîcheur de leurs sentiments, souhaitent indiscutablement la fusion des deux « grands partis ». On peut être sûr que les virtuoses de la combine politicienne que sont les dirigeants communistes sauront jouer au maximum de la naïveté bien intentionnée des dirigés.

Nous pourrions, nous autres anarchistes, nous foutre éperdument de la question de l'unité politique, si de sa réalisation ne dépendait, dans l'état actuel des choses qu'un asservissement plus complet encore du prolétariat français à la politique meurtrière des stalinistes.

Le mouvement syndical tant déjà mis à mal par eux se verrait plus encore domestiqué par les arrivistes et les valets stalinistes. C'est du coup que l'indépendance du syndicalisme qui subsiste encore dans les mots, sinon dans les actes, serait pour longtemps roulée dans ce fameux « linceul de pourpre où dorment les dieux morts » dont parlait le philosophe.

La classe ouvrière française ne serait plus qu'un tonot aux mains des employés de Staline.

Les socialistes sincères, et il y en a beaucoup, le comprendront-ils ? Comprendront-ils aussi qu'outre leur suicide politique, l'unité de leur parti avec la filiale française du Komintern, signifierait l'éclipse durable de l'indépendance de l'action spécifiquement ouvrière ? Enfin comprendront-ils, s'ils sont demeurés révolutionnaires, que l'unité qui est à faire, c'est celle qui peut se réaliser dans un front d'action commune avec les éléments demeurés fidèles à la lutte de classe et à l'internationalisme, c'est-à-dire avec les syndicalistes sincères et avec les anarchistes.



Le sort des travailleurs chinois n'est pas l'enjeu de la guerre sino-japonaise

Avant tout : voir clair et ne point accepter d'être dupe de cette fausse sentimentalité que la Bourgeoisie entretient parmi le prolétariat pour le mieux exploiter. C'est la consigne de ce journal. Elle conduit à envisager les événements sans cette prévention aveuglante qu'on trouve dans les réactions dites populaires que les journaux à grand tirage formulent chaque matin.

Pour en revenir à la guerre sino-japonaise, nous n'acceptons pas d'emboîter le pas à toute la presse qui condamne, à grandes tirades indignées, les bombardements de Shanghai. Nous n'acceptons pas non plus de trouver « sublime » le manifeste que Mme Tchang-Kai-Chek, femme du général, vient de faire publier dans la presse mondiale. Expliquons-nous. Ce n'est pas que les souffrances du peuple chinois ne nous émeuvent. Mais, comprenons bien ce que signifie toute cette littérature. « Le Chinois — lisons-nous — se bat aujourd'hui pour défendre sa terre, sa maison et sa femme. Il est prêt à mourir pour faire respecter l'honneur de son pays et il n'a pas peur de se sacrifier. » Il nous souvient trop d'avoir entendu de semblables proclamations pour que nous n'en discernions pas l'équivoque. C'est pour y avoir cru, qu'entre 1914 et 1918, des millions de travailleurs sont morts pour une mauvaise cause. Nous sommes prévenus. Nous savons ce que dissimulent cet honneur du pays et ces redondantes sur la bravoure des Chinois appelés à se sacrifier. Et quand Madame la Générale déclare plus loin que la Chine « préfère périr jusqu'au dernier homme, plutôt que de devenir une nation esclave » et que « ses enfants sauront défendre jusqu'au bout (jusqu'au bout ! oui, le mot même s'y trouve) la terre de leurs ancêtres et en chasser à jamais l'envahisseur », nous retrouvons trop fidèlement l'écho d'autres proclamations patriotiques par quoi l'on sut persuader aux vaillants poilus de la Grande Guerre qu'ils mouraient pour quelque chose. Allez, enfants de la Patrie... Encore une fois nous refusons d'être dupes.

Nous persistons donc à penser que la guerre entre la Chine et le Japon ne se différencie en aucune manière de toutes celles qu'a engendrées la domination capitaliste. Nous sommes devant une guerre spécifiquement impérialiste. L'enjeu n'est point l'humble sort du travailleur chinois. Pour celui-ci, quel que soit le vainqueur, il pourra garder sa terre, sa maison et sa femme, dans la mesure où les gouvernements capitalistes lui en accorderont la jouissance, c'est-à-dire à titre précaire et dans des fins utilitaires. Il gardera sa terre pour la travailler et nourrir ses maîtres, il gardera sa femme pour lui faire des enfants dont ses maîtres se serviront comme travailleurs ou comme soldats. L'enjeu n'est donc point là. Mais, en l'occurrence, il s'agit de savoir qui l'emportera de l'impérialisme nippon ou de l'impérialisme chinois. Le premier, né plus tôt, est mieux armé, financièrement et militairement. Son armature étatique est incontestablement plus forte. Le second, beaucoup plus jeune, ayant trouvé ses fondateurs dans Sun-Yat-Sen et Tchang-Kai-Chek, a tenté d'organiser la Chine du Sud en unifiant des provinces jusqu'alors pratiquement autonomes. Il a montré, lors de la répression anti-ouvrière qui suivit les révoltes de Canton, qu'il savait avoir la poigne aussi rude que n'importe quel autre régime, quand il s'agissait de la défense de l'ordre, c'est-à-dire des privilèges qu'il veut exercer contre le peuple chinois. Il représente très exactement les intérêts d'une jeune bourgeoisie chinoise, de culture européenne, qui

entend bien exploiter la « patrie » à son profit.

Ainsi, et en dépit de l'appel de Madame Tchang-Kai-Chek, la seule question qui se pose pour le malheureux peuple chinois est de savoir à quelle sauce il sera mangé. Or, il n'apparaît pas que la sauce du Kuo-Min-Tang soit préférable pour lui à celle qui se cuisine à Tokio.

La solution serait évidemment qu'il fit sauter la marmite, c'est-à-dire qu'il utilisât cette grave compétition impérialiste pour faire ses propres affaires. En est-il capable ? Aveuglé par le mensonge nationaliste et pseudo-libéral, trahi par les intellectuels qui font cause commune avec les généraux, trouvera-t-il assez de force pour résoudre à son profit, c'est-à-dire pour la révolution, la crise ouverte par l'invasion nipponne. Nous voudrions l'espérer et, si l'état décourageant du prolétariat européen ne rendait cette éventualité chimérique, nous devrions y aider.

En attendant, entre Tchang-Kai-Chek et le Mikado, nous refusons de choisir. Nous nous refusons en particulier à appuyer la politique anti-japonaise de Staline qui vient de signer avec Tchang-Kai-Chek un pacte de non-agression. Nous nous y refusons parce que, outre les raisons que nous avons exposées plus haut, cette politique est strictement motivée par des fins impérialistes et qu'elle conduit droit à la guerre. Or, nous n'avons nulle envie de nous battre ni pour Tchang-Kai-Chek, ni pour Staline. Que l'Humanité en prenne son parti et qu'elle abandonne, en conséquence, cette phraséologie larmoyante dont le malheureux peuple chinois est l'occasion. Assez d'hypocrisie. Notre pitié, à nous, va aux victimes et non pas aux bourreaux.

LASHORTES.

LE PACIFISME "ABSOLU"

S'inspirant des conceptions et des méthodes préconisées pour les disciples de Tolstoï, de Gandhi et de quelques minorités chrétiennes, un certain nombre de personnes se qualifient volontiers de « pacifistes absolus ».

Ces pacifistes, d'une espèce toute spéciale, se refusent à établir quelque distinction que ce soit entre la guerre proprement dite et la révolution sociale.

Ils déclarent que guerre civile ou guerre tout court, c'est exactement la même chose, parce que c'est toujours la guerre ; que, dans un cas comme dans l'autre, c'est l'explosion de la féroce et de la haine s'exprimant par l'effusion du sang, l'assassinat collectif et le carnage.

« Quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, quoi qu'il arrive, disent-ils, nous nous interdisons tout appel et tout recours aux armes ».

Sabotage général de la guerre

par Robert Lefranc

(Voir l'article en 3^e page)

« mes ; quelles que puissent être les conditions et circonstances, nous réprouvons « toute réaction contre la violence par la « violence. »

C'est en vain que vous tenterez de faire comprendre à ces « pacifistes absolus » qu'un abîme sépare la violence qui se défend de la violence qui attaque ; la violence insurrectionnelle ou révolutionnaire qui a pour but d'affranchir, de la violence réactionnaire ou fasciste qui a pour conséquence d'asservir ; la violence prolétarienne qui tend à la libération du travail et des travailleurs, de la violence capitaliste qui vise le maintien ou l'aggravation de l'exploitation du travail et de la misère des travailleurs.

Ne vous avisez pas, non plus, de faire observer à ces camarades (je persiste à voir en eux des camarades, parce que je les sais pavés, comme l'Enfer, de bonnes intentions) qu'ils s'obstinent naïvement à pratiquer la méthode, ridicule et surannée autant que stérile, de la fesse gauche se complaisant à succéder à la fesse droite dans la réception résignée et l'encaissement bénole des coups de botte au bon endroit.

Etant absolu, leur pacifisme n'a aucun compte à tenir des distinctions, des différences, voire des oppositions issues des contingences et relativités ; devant l'absolu, le relatif n'existe pas.

Cette théorie de la non-violence toujours et quand même ne manque pas de séduction. Elle s'appuie sur divers sentiments extrêmement généreux et d'une très noble élévation : condamnation du culte de la force brutale et exaltation de la mansuétude ; respect de la vie humaine et amour de ses semblables, etc., etc... et on s'explique qu'elle ait fait la conquête de quelques milieux pacifistes.

Elle possède, en outre, l'avantage d'être d'une indiscutable commodité, parce qu'elle dispense ses partisans d'examiner, d'étudier, d'approfondir et de discuter les « cas d'espèce ».

Mais, si séduisant et si commode qu'il soit, ce pacifisme absolu présente de graves dangers, repose sur de mortelles erreurs et conduit à des résultats désastreux.

Je citerai quelques-uns de ces résultats, erreurs et dangers. Le sujet est vaste et il est présentement d'importance et d'actualité.

Tout d'abord, le Pacifisme absolu, tel que je l'ai défini plus haut, implique la réprobation

tion rétrospective, en bloc, des pages les plus belles, les plus glorieuses et les seules véritablement fécondes de l'Histoire Universelle. Ces pages, ce sont celles que, dans l'espoir de s'élever à une existence moins misérable et plus libre, les esclaves, les serfs et les prolétaires, ont écrits, signés et paraplés avec le sang dont ils ont rougi les routes des campagnes et les pavés des villes, au cours des émeutes, soulèvements, mouvements insurrectionnels et révolutions qui, sur le chemin du progrès social, portent la trace d'un pas en avant.

Voilà pour le passé ; et j'aime à croire que les pacifistes absolus n'en font pas tout à fait fi.

SEBASTIEN FAURE

(Voir la suite en 4^e page.)

Une année de lutte

par Viola

(Voir l'article en 3^e page)

Pensez à nos enfants d'adoption Agissez pour la fête

Par une propagande active, camarades, faites que la fête du 17 septembre obtienne un immense succès.

Deux cents lots, environ, tous d'une réelle valeur seront ce soir-là tirés au sort ; des artistes de qualité distrairont — entre deux tirages — les spectateurs.

Si les lecteurs du *Libertaire* de la région parisienne, qui voient nos efforts, répondent à notre appel, ce seront nos petits orphelins de Llensa les premiers bénéficiaires de cette fête de solidarité.

Pauvres petits ! Il semble que les donateurs habituels les oublient un peu en ce moment. Le linge, les vêtements, les denrées de toute sorte ne sont plus apportés au Centre, 26, rue de Crussol, aussi intensément que par le passé. Maintenant que les vacances vont être terminées les amis penseront davantage à ces pauvres mômes et voudront nous donner de plus en plus les moyens de les bien soigner.

Sûrs de cela, merci à tous.

Le Comité pour l'Espagne libre.

Le Congrès de l'Union Anarchiste

Il aura lieu, on le sait, les 10 et 11 octobre à Paris, et se tiendra à la Mutualité. Ce congrès doit revêtir une importance exceptionnelle du fait du développement de notre propagande et des possibilités d'action et d'extension qui nous sont offertes en raison du rayonnement de nos idées, rayonnement dû en grande partie aux affaires d'Espagne.

Aussi nous sommes certains que les groupes, surtout ceux de province, auront à cœur de faire le maximum pour se faire représenter à ce congrès.

Les rapports d'activité sont en préparation. Les groupes les auront en leur possession dans la première quinzaine de septembre.

D'autre part, nous prenons d'ores et déjà toutes dispositions pour assurer pendant la durée du congrès l'hébergement de nos camarades de province, de manière à rendre le moins onéreux possible le déplacement des délégués.

Nous rappelons que le problème essentiel qui fera l'objet des délibérations du congrès est le suivant :

LES EVENEMENTS D'ESPAGNE ET LEUR REPERCUSSION SUR LA PROPAGANDE ANARCHISTE FRANÇAISE, au triple point de vue :

- 1° SOLIDARITE ;
- 2° GUERRE ;
- 3° LIAISON INTERNATIONALE.

La chute de Santander

La prise de Santander n'a surpris personne. Il était évident qu'après l'insuffisante défense de Bilbao, Santander n'offrirait qu'une résistance moindre encore à l'avance des hordes franquistes. Il ne faudrait pas s'étonner d'avance si un jour toute la Côte cantabrique, y compris les Asturies, tombe au pouvoir de Franco.

C'est que dans cette guerre, les intérêts économiques des impérialismes et notamment de la City jouent un rôle plus grand que la vaillance combattive — d'ailleurs incontestable — des antifascistes révolutionnaires. C'est à dessein que nous soulignons l'épithète révolutionnaires, car il ne faut jamais perdre de vue que dans l'amalgame antifasciste, le bloc catholique a joué dans les provinces du Nord restées libres, un rôle de dissociation indiscutable.

Le gouvernement basque réfugié à Bayonne peut bien aujourd'hui parler de trahison et dénoncer, dans un communiqué auquel d'ailleurs la presse de toute tendance n'a donné qu'un écho assourdi, les inconcevables retraitements des troupes gouvernementales, il n'en reste pas moins qu'il porte lui-même une lourde responsabilité dans les événements actuels. Nous ne pourrions jamais oublier que les premières persécutions contre les anarchistes partirent précisément de Bilbao et se matérialisèrent par l'expatriation de l'imprimerie C.N.T. del Norte, au profit des communistes et grâce à la complicité des catholiques basques — le Libertaire l'a signalé en son temps. C'était une première fissure dans le bloc antifasciste. Il y en eut bien d'autres...

Mais un élément plus puissant encore est intervenu dans la défaite de Santander. C'est la pression indéniable exercée par l'entrecroisement des rivalités étatiques de l'Angleterre, de l'Allemagne et de l'Italie. Nous ne sommes pas dans le secret des dieux, mais il nous semble bien que tout se soit passé comme si l'Angleterre et l'Italie se fussent tacitement mises d'accord, à l'exclusion de l'Allemagne, pour sauvegarder leurs intérêts respectifs. Il y a de centaines de bons millions anglais investis dans les industries du Nord de l'Espagne, ne perdons jamais cela de vue...

D'autre part, l'intervention cynique de l'Italie dans cette affaire a certainement un sens plus étendu que celui d'une simple revanche à la mémorable pile de Guadalupe. Il peut signifier que, moyennant la levée de la menace révolutionnaire sur les capitaux anglais investis dans les mines et les entreprises cantabriques, grâce à l'intervention italienne, l'Angleterre sera prête à une détente des relations avec sa rivale méditerranéenne. Le rapprochement anglo-italien, dont on a beaucoup parlé, ces jours-

ci, n'a, en tout cas, soyons-en sûrs, aucune raison sentimentale.

N'a-t-on pas dit, d'un autre côté, que la démission de von Faupel pour « raisons de santé » traduisait simplement l'échec partiel des Allemands dans leur revendication d'une part du gâteau espagnol ?

Quoi qu'il en soit, ce qui paraît indiscutable et clair, malgré l'enchevêtrement inextricable des intrigues diplomatiques et des rivalités économiques, c'est que dans l'affaire il n'y a qu'un seul bénéficiaire : c'est le capitalisme international, quelle que soit sa couleur.

Et si, comme il est infiniment probable, il y a eu trahison, c'est au capitalisme international que ce crime a profité.

Enfin nous ne pouvons passer sous silence l'inqualifiable félonie de certains chefs militaires livrant sans vergogne les miliciens anarchistes aux troupes de Franco, car avec certains éléments basques, la seule résistance effective a été opposée par les éléments de la F.A.I.

On ne s'étonnera pas davantage que certains de ces Judas aient pu se revendiquer du stalinisme. — L. A.

Les Judas à l'œuvre

Nous reproduisons ci-dessous en nous bornant à souligner les passages significatifs, un extrait de la dépêche d'agence que de nombreux journaux ont reproduite, sur les circonstances de la reddition de Santander. Elle se passe, on le verra de commentaires.

Santander, 26 août. — L'entrée des nationaux à Santander fut retardée par un incident dramatique. La ville était déjà virtuellement au pouvoir de la police, des gardes d'assaut et d'éléments nationalistes dès mercredi soir.

Jeudi matin, vers 6 heures, TROIS COMMISSAIRES EN UNIFORMES A L'ETOILE SOVIETIQUE se présentèrent devant un poste avancé des légionnaires, situé auprès du croisement où toutes les routes du sud se joignent pour n'en former plus qu'une seule, à environ 2 kilomètres 500 du faubourg ouest de la ville. C'était le commandant des gardes d'assaut Pedro Vega, le commandant Milicias Angel Botella et le capitaine Luis Terez. Conduits immédiatement devant le général commandant le secteur, ces officiers offrirent la reddition de la capitale mais signalèrent qu'un bataillon de miliciens de la F.A.I. qui s'était massé à droite de la route dans la direction de la baie de Santander, au nord-est du village de Mariadas, avait décidé de lutter jusqu'à la mort.

Après Joaquín Ascaso

Aurelio Fernandez est à son tour arrêté !

Le prolétariat révolutionnaire français restera-t-il insensible devant la vague de répression qui s'abat sur les militants qui, au 19 juillet, ont sauvé l'Espagne du fascisme ?

Le mouvement de répression envers les militants les plus actifs de la C.N.T.-F.A.I. semble s'accroître chaque jour en Espagne, sous l'inspiration évidente des staliens.

On connaît leur nouvelle tactique, qui est de discréditer les camarades arrêtés sous des inculpations infamantes.

Le Conseil d'Aragon était à peine dissous que son président, notre camarade Joaquín Ascaso était mis en état d'arrestation sous le chef de complicité de trafic de bijoux.

Et les jésuites de l'Humanité de se voiler la face en dénégation pudiquement les « pillards » qui avaient osé réquisitionner les bijoux de bourgeois. Il nous semble cependant qu'un certain Staline, vers 1907, ne fut pas tout à fait étranger au sac de la Banque de Tiflis et à bien d'autres affaires d'expropriation. Mais il est vrai que le révolutionnaire d'hier est devenu le plus autoritaire des tsars et qu'avec lui se séides ont viré de la révolution au conformisme le plus odieusement réactionnaire.

En tout cas, il nous a été impossible de savoir ce qu'était devenu exactement Joaquín depuis son arrestation. La presse anarchiste et confédérale, bâillonnée par la censure ne peut prendre sa défense qu'à mots couverts et par circonlocutions. Et le compte rendu du meeting qui s'est tenu à Valence la semaine passée pour expliquer et justifier l'attitude et le travail du Conseil d'Aragon et de ses militants a été dans la *Fragua Social* abondamment censuré.

De la même manière nous n'avons pu avoir de renseignements précis sur le sort d'Aurelio Fernández, arrêté samedi à Barcelone par le juge chargé de l'instruction de l'attentat contre le président de la Cour d'Appel.

Sous ce prétexte, on devine qu'il s'agit surtout de s'assurer de la personne d'un adversaire que ses anciennes fonctions de délégué à la Sécurité et ensuite à l'Hygiène, rendaient redoutable.

Nos camarades espagnols pris dans la tenaille Franco-Staline, ne peuvent réagir comme il conviendrait. Aussi, tant que la protestation des militants étrangers ne s'élèvera pas avec puissance, on peut être sûr que le gouvernement Negrin continuera à suivre docilement le chantage stalinien.

Il faut que cela cesse. Déjà une inquiétude s'empare des militants les plus avertis et les plus audacieux du mouvement révolutionnaire français.

Nous avons eu le réconfort de lire notamment dans le *Populaire* de mardi, une vigoureuse protestation signée de Marceau Pivert et de Daniel Guérin. Il importe que l'initiative de ces militants, proposant notamment la création d'une commission permanente d'enquête du P.S. en Espagne, soit suivie et imitée. Dans le mouvement syndical notamment, il y a encore heureusement des éléments nombreux qui pourraient et qui devraient réagir. Qu'ils se hâtent. Qu'ils clament leur mépris des saboteurs qui ne savent gagner des batailles que contre les révolutionnaires qui ont été le meilleur élément de succès dans la lutte contre Franco.

Le sabotage général de la guerre

Je ne sais si on écrira, un jour, l'histoire véridique de la lutte menée en Espagne depuis que le fascisme a commencé ses ravages. Les historiens, presque toujours aussi prostitués que le reste des intellectuels, diront ce qui plaira aux vainqueurs, cracheront sur les vaincus et laisseront dans l'ombre les faits exaltant les ennemis de leurs maîtres.

Mais celui qui suit pas à pas l'attitude de tous les partis dans cette tragédie affreuse qui saigne l'Espagne, ne peut s'empêcher de conclure à une volonté arrêtée de paralyser la résistance populaire, de la rendre vaine. Je passerai rapidement en revue les faits m'autorisant à faire cette affirmation.

LE SABOTAGE PRELIMINAIRE

Le coup fasciste a pu se produire parce que le gouvernement de Front Populaire, présidé par Casares Quiroga, et Azana l'a bien voulu.

Les travaux préparatifs des réactionnaires n'étaient pas ignorés. La presse anarchiste les dénonçait depuis longtemps. Ils s'étendaient, en outre, dans d'assez vastes proportions pour que des filtrations se soient produites.

Il y en eut en effet. L'exécution de Calvo Sotelo par une poignée de gardes d'assaut fut une mesure préventive contre l'attaque qui mûrissait. Et si ces gardes d'assaut connaissaient les faits, peut-on croire que le Gouvernement les ignorait ?

Des dénonciations concrètes parvinrent jusqu'à lui. Il y eut une réunion des maires de la province de Tolède pour demander l'adoption de mesures immédiates. Le gouvernement fit la sourde oreille, et laissa à son poste le gouverneur front populaire, qui aidait ouvertement les fascistes à préparer leur coup.

Les ouvriers et même quelques sous-officiers de la province de Ségovie envoyèrent des délégations pour demander que devant le complot organisé à la lumière du jour dans l'école militaire en connivence avec la garde-civile, on donnât des armes au peuple. Le gouvernement s'y refusa obstinément.

Les mêmes faits se sont produits dans d'autres provinces, et toujours ceux qui les dénonçaient, qui demandaient des armes et des mesures se heurtaient à l'intransigeance négative des hommes qui étaient au pouvoir.

Or, Casares Quiroga, président du Conseil, avait été ministre de l'Intérieur pendant les deux premières années de la République. Il passait pour être un homme de fer. Les quelque deux cents ouvriers et paysans tués par la Garde civile et les gardes d'assaut placés sous ses ordres lui avaient donné cette réputation. Mais s'il était assez « énergique » pour faire massacrer des travailleurs sans défense par ses corps policiers, il fut tout à fait nul pour faire face au fascisme.

On ne le répètera jamais assez : la résistance populaire surprit tous ces politiciens peut-être davantage que les fascistes eux-mêmes. Il fallut, le premier jour, prendre les dépôts d'armes à coups de trique. La résistance de la marine, les appels aux bateaux de guerre, la lutte dans les casernes, les combats de rues, la déroute de la garde civile dans les villages, tout cela fut l'œuvre spontanée du peuple. Les poli-

ticiens, républicains et socialistes, n'étaient disposés qu'à fuir.

Ils auraient pu, par un simple décret, renvoyer les soldats chez eux vingt-quatre heures avant l'éclatement de la rébellion, ils n'en firent rien. Ils auraient pu envoyer des émissaires dans les provinces pour préparer la résistance ; seule, la C.N.T. le fit. Ils auraient pu faire appel aux masses, donner l'ordre aux gouverneurs de mobiliser les forces antifascistes ; quand on dément le contrôle des communications, tout cela est très facile ; et seul, le gouverneur de Valence, sur son initiative personnelle, prit quelques mesures.

SABOTAGE DANS LA DIRECTION DE LA GUERRE

Ils avaient peur du peuple, ils étaient plus paralysés par la vision des masses armées que par celle des formations fascistes.

C'est pour cela que, dès les premiers moments, la direction de la guerre fut complètement équivoque.

On laissait leurs armes aux gardes civils, on les envoyait lutter contre les fascistes. Ceux-ci trahissaient, régulièrement, se retournaient contre les miliciens, livraient les positions qu'ils occupaient. Nous avons ainsi perdu les meilleures de Alto de León, dans la Sierra de Guadarrama. Nous en avons perdu bien d'autres, pour les mêmes raisons.

Mais à part ces fautes, on observe dans la stratégie un désarroi tellement évident, une trahison consciente et froide, qu'on est obligé d'en conclure que toute la direction imprimée à la guerre dénote une volonté systématique de sabotage.

J'ai expliqué ce qui est arrivé à Malaga, nous savons ce qui se passe sur le front d'Aragon. Quand ces lignes paraîtront, il est probable qu'une offensive aura commencé vers Saragosse. Mais elle aura à peu près lieu quand Santander, gravement menacé, ne pourra plus être sauvé. Cela permettra aux fascistes de retirer leurs forces et de les envoyer, grâce aux excellentes lignes de chemin de fer qu'ils possèdent, faire face aux milices aragonaises.

Pourquoi ne pas avoir pris l'initiative quinze jours plus tôt ? Pourquoi ne pas avoir attaqué quand les fascistes encerclaient Bilbao ? Pourquoi l'offensive sur Brunete a-t-elle eu lieu après l'invasion de la Biscaye, ce qui permit encore une fois un rapide déplacement des troupes fascistes et une contre-offensive qui arrêta la nôtre ?

Pour prendre Huesca il y a deux mois, on avait amené vingt-cinq mille hommes sur le front d'Aragon, mais au lieu d'en faire une force d'attaque qui aurait pu être grossie sur place et pénétrer jusqu'à l'intérieur de la Castille, on les dissémina sur deux-cents kilomètres et seuls quatre mille hommes environ furent concentrés devant Huesca, avec les résultats que l'on sait.

Robert LEFRANC

(Voir la suite en 4^e page.)

Contre la répression en Espagne

Une profonde tristesse nous étire à la pensée d'être obligés d'écrire ces lignes. Depuis les douloureux événements de mai à Barcelone et en Catalogne, on nous signale constamment des cas de répression presque incroyables et rappelant les plus beaux temps de la dictature de Primo de Rivera ; on emprisonne sans aucun motif d'accusation les militants de la C.N.T., de la F.A.I., du P.O.U.M. et même de l'U.G.T., par le simple caprice de ceux qui se sont emparés des postes responsables en Espagne ; on emprisonne et même on assassine des militants qui, dès les premiers jours du mouvement ont exposé leur vie pour combattre le fascisme.

Tous les camarades étrangers qui sont accourus en Espagne pour combattre le fascisme, et qui ne se plient pas à la dictature qu'exercent d'imposer les nouveaux dirigeants sont emprisonnés, persécutés et expulsés. Tout cela pourquoi ? Pour satisfaire des ambitions et des haines de parti, sans la plus petite preuve, et au détriment de la cause antifasciste.

A Barcelone, nous avons vu plus de 1.000 antifascistes à la Carcel Modelo, leur détention dure parfois assez longtemps, sans qu'on leur communique de quoi on les accuse, et pour cause. La presse confédérale et anarchiste est censurée et suspendue comme aux pires jours de la dictature ou du régime antérieur au 19 juillet 1936.

En France sont menacés d'expulsion les camarades antifascistes : Lidio Peel, Miguel Verges Mascla, José Tremols et Esteban Soler Nogue. Ces camarades se virent obligés d'abandonner l'Espagne après les événements de mai pour échapper à la fureur de ceux qui se croient les maîtres de la Catalogne.

Pour obtenir ces extraditions, on accuse ces camarades de crimes et de vols qu'ils n'ont pas commis ; d'ailleurs, dans les événements qui traversent l'Espagne, ces accusations sont absurdes ; nous espérons que les organisations françaises du Front populaire ne consentiront pas à ces extraditions. Nous appelons l'attention de tous les antifascistes, et nous les invitons à protester avec nous contre ces actes arbitraires qui déshonorent ceux qui les commettent et favorisent les plans du fascisme international ; nous conseillons aux groupes et comités antifascistes d'envoyer au Président du Conseil des Ministres d'Espagne un télégramme conçu dans ces termes : « Protestons énergiquement contre la détention arbitraire de militants antifascistes, contre l'extradition Lidio Peel, Miguel Verges, José Tremols, Esteban Soler ; ces méthodes déshonorent cause antifasciste ».

Camarades, si l'envoi de ce télégramme ne suffisait pas à faire changer la ligne de conduite suivie par les dirigeants de l'Espagne, il nous restera à préparer une énergique campagne de protestation et à dénoncer l'activité des nouveaux jésuites.

Pour la Fédération des Comités Espagnols d'Action Antifasciste en France
Le Comité National

Association des anciens miliciens libertaires

Prochaine réunion le samedi 4 septembre à 21 heures, salle des Deux Hémisphères (angle de la rue du Château d'Eau et de la rue du Faubourg Saint-Martin).

D'un article de Marceau Pivert et Daniel Guérin

“ LA REVOLUTION ESPAGNOLE ET NOUS ”

Mais, d'autre part, nous, nous ne pouvons faire les inquiétudes croissantes, le sentiment de révolte que nous inspirent une série d'événements à caractère contre-révolutionnaire dont l'Espagne républicaine est, depuis quelques mois, le théâtre. En mai, on tenta de désarmer le prolétariat de Barcelone et de lui enlever certaines positions stratégiques : le sang ouvrier coula. Un parti prolétarien marxiste, le P.O.U.M., est dissous, sa presse supprimée. L'un de ses animateurs, Andrés Nin, ancien conseiller pour la Justice de la Généralité de Catalogne, est arrêté et disparait dans des circonstances plus que troubles. Retrouverait-on un jour son cadavre, comme on a retrouvé en Italie celui de Matteotti ? Joaquín Ascaso, président du Conseil d'Aragon — de cet Aragon dont notre camarade Juan décrivait récemment dans le *Peuple* les admirables réalisations collectives — est emprisonné. Le Conseil dissout la répression n'pargne pas les militants venus de l'étranger se mettre au service de la révolution espagnole : deux membres de la 15^e section socialiste sont maintenus en prison à Barcelone ; un camarade de la F.S.G.T. (Amis de la Nature), engagé volontaire dans le fameux « bataillon de la mort » vient d'être condamné par un tribunal « sommaire » à vingt ans de prison, etc., etc.

« Affaires intérieures, qui ne vous regardent pas », répond Valence. Pardon ! Elles nous regardent, ces « affaires », tout autant que le scandale de la « non-intervention », parce que nous sommes des socialistes internationalistes et que la direction du gouvernement républicain appartient aux moins nationaux des socialistes. Et c'est pourquoi, nous voulons, non seulement aider les antifascistes espagnols à vaincre Franco, mais aussi obtenir d'un parti frère le respect des droits démocratiques les plus sacrés : la Liberté, la Justice et la Vie, pour tous les antifascistes.

En conclusion, nous demandons à notre

Au camp du Val d'Or

Un millier de petits Espagnols dont les parents sont morts ou tombés à Bilbao et Santander pour la liberté mondiale, sont parqués depuis plusieurs mois dans une usine désaffectée du Val d'Or où flotte un drapeau tricolore. Une cour désertique, noyée de soleil, pas de fenêtres, usine ou prison ?

De temps à autre, par-dessus la palissade, on voit les petites figures craintives des orphelins qui examinent les gardes mobiles, bien gras, bien habillés, bien armés qui font les cent pas dans la rue, à cinq ou six mètres d'intervalle.

Ces petits miséreux petite vermine, disent les gens de l'endroit, ont les pieds nus dans des espadrilles ou des pantoufles, quelques-uns dans des souliers crevés. Des locues innombrables courent filles et garçons.

Ci passe donc l'argent que collecte la C.G.T. dans les usines ? Serait-ce trop demander à ceux qui laissent mourir les parents de traiter les enfants autrement qu'en petits mendians ?

Ces gosses sont positivement au secret. Les Au début de leur séjour, les fascistes venaient leur jeter des pierres, les insulter et les menacer. Résultat : des gamins sont tombés malades, d'autres se sont échappés.

Parfois de l'autre côté des palissades, les gosses peuvent voir des groupes d'ouvriers qui les saluent le poing fermé. Ce simple geste de solidarité amène des sourires et les gosses sortent de leur terreur.

Camarades, n'abandonnez pas les enfants de vos frères espagnols. Collectez pour eux, exigez qu'on les traite comme des êtres humains et non comme des malfaiteurs. Faites-en vos gosses d'adoption. La grande famille du prolétariat français ne doit pas abandonner les enfants des luiters espagnols.

En répondant aux collecteurs dans vos syndicats, exigez que cesse le traitement inhumain et la surveillance policière qu'on impose aux petits réfugiés du Val d'Or.

UNE ANNÉE DE LUTTE

Notre camarade Viola, qui commandait sur le front d'Aragon, les brigades italiennes, en compagnie de Rosselli, commence dans ce numéro la publication de ses impressions et souvenirs personnels que nos lecteurs liront avec un vif intérêt.

L'Espagne d'aujourd'hui

Il y a un an, j'arrivais en Espagne, une quinzaine de jours après les journées insurrectionnelles de Barcelone. Je n'y allais pas comme reporter, pour y rechercher tel ou tel autre épisode romantique comme il y en a dans toute guerre civile, mais comme révolutionnaire auquel l'occasion s'offre pour se trouver face à face aux fascistes et de se battre contre eux, les armes à la main.

A Barcelone je cherchais tout de suite à rencontrer le camarade Durruti auquel je me suis senti toujours lié d'une amitié fraternelle depuis nos rencontres à Paris et à Bruxelles. Durruti était au front de Saragosse. J'y allai parce que j'étais ému par le voir et de lui parler. Quel enthousiasme ! On causa de tout, de nos souvenirs, mais surtout de la Révolution en marche. — Reste avec moi, me fit-il. Mais je ne pouvais pas, car à Barcelone, les autres camarades m'attendaient, avides de savoir leur destination.

Combien d'autres vieux et chers camarades je n'ai pas rencontrés à Barcelone ? Santillan, membre du Comité des Milices Antifascistes, qui s'intéressait à la constitution d'une Colonne Italienne commandée par Rosselli de *Giustizia è Libertà* et Angeloni de la Ligue des Droits de l'Homme. Pour deux raisons j'acceptai l'idée : la première parce qu'une telle formation exclusivement italienne aurait suscité un enthousiasme naturel parmi la masse des émigrés antifascistes et constitué un facteur d'encouragement pour le recrutement ; la seconde, parce que cette formation pouvait avoir — comme ce fut le cas — une répercussion logique, du point de vue moral, en Italie, donnant l'exemple et la preuve que les Italiens n'étaient pas tous des résignés et des lâches.

La « Colonne Italiana » se constitue en la Caserne Pedralbes — aujourd'hui Caserne Bakounine. Quand nous partîmes pour le front de Huesca, pour être incorporés dans la « Colonne française Ascaso », nous défîlâmes par les rues de Barcelone entre deux rangs épais d'un peuple en proie à un enthousiasme indescriptible.

Ce fut de même jusqu'à Lerida, dans toutes les gares et pendant toute une nuit.

C'était un de ces spectacles où l'élan général d'une foule, vous émeut jusqu'aux larmes. Foule de pauvres, mais combien riche de foi, réveillée en sa conscience fière de jouer son rôle historique dans la Révolution sociale.

Ils sont là qui attendent sur les quais, dans toutes les gares, sans souci de l'heure.

Ils sont tous là, vieux, femmes et enfants, qui acclament défilant de joie, qui veulent accueillir et saluer non les « étrangers », mais leurs frères opprimés qui viennent chez eux, premier contingent international, pour accomplir leur devoir dans la milice révolutionnaire.

Ces heures — les plus sublimes de notre existence — ouvraient une parenthèse nouvelle pour l'évolution sociale et restèrent inoubliables.

Le 19 août 1936 on arrive à Vicien, petit village situé à 2 km. de Huesca. C'est notre dernière étape.

Le 23 on monte à Monte Pilati pour couper aux fascistes, la route de Huesca à Saragosse.

Le 28, nous sommes attaqués par les forces ennemies venant de Saragosse et de Almuédar. Ils étaient environ 700, bien équipés, et bien armés, précédés par une auto blindée.

A 4 heures du matin c'est l'assaut sous un feu qui dure jusqu'à 9 heures et demie.

Nous autres, nous n'étions que 150, camarades décidés à vendre très chèrement notre peau.

Vainement ils nous attaquèrent de front et de flanc et furent obligés de battre en retraite. *Adelante compañeros !* (en avant camarades !) fut notre cri à la poursuite des fascistes en fuite, et voici en ce moment trois avions rouges qui planaient sur nous en décrivant dans le ciel un large cercle en signe de salut.

Les forces ennemies fuient vers Almuédar, mais les camions de munitions sont rejoints et bombardés par notre escadrille.

Notre butin de la journée : une trentaine de fusils, une mitrailleuse en bon état, un tracteur nouveau. Nos morts : 6, deux anarchistes, deux communistes, un républicain, un de « Justice et Liberté ».

Cette unité qui tant de fois, dans les Congrès et dans les manifestations avait été préconisée sans résultat était soudée par le sang versé sur le champ de combat, face à l'ennemi commun.

A 11 heures, quand tout est entré dans la cale arrive Domingo Ascaso. Très ému il embrasse le camarade Bifolchi et lui dit : « Ce

matin vous avez tenu haut le nom de Francisco Ascaso. Honneur à nos morts ! ».

Depuis ce jour, c'est-à-dire le 28 août 1936 je me suis efforcé de bien connaître le prolétariat espagnol et ses intimes aspirations. Pour cela j'ai vécu la vie de tranchées. Mais m'intéressant incessamment à celle des champs et usines.

Je pense et je le dis franchement que l'Europe a sa frontière aux Pyrénées, et que tous ceux qui veulent juger l'Espagne sans tenir compte de sa position géographique particulière, commettent une erreur paradoxale.

Depuis un an de séjour en Espagne j'ai eu une indigestion de tels jugements.

Le premier venu, après sa promenade dans les rues de Barcelone et même s'il pousse sa visite jusqu'à l'héroïque Madrid, se sent déjà en condition d'apporter son jugement définitif sur les « choses d'Espagne ».

La C. N. T. gagnera... Franco gagnera... Le statu quo se rétablira, Staline gagnera... et ainsi de suite.

N'était le tragique des événements il y aurait de quoi rire.

Moi, j'avoue mon ignorance.

Malgré un an de constants efforts pour pénétrer au fond du mouvement espagnol, je ne me sens pas sûr d'exprimer un jugement quelconque. Je suis trop européen pour juger avec exactitude des choses d'Espagne.

Je connaissais notre mouvement espagnol, déjà avant le 19 juillet 1936. Je connaissais ses meilleurs militants : de Oliver à Santillan, de Carbo à Cortes, de Durruti à Ascaso et Jover. Avec eux, nous nous sommes retrouvés en pleine tourmente et nous avons agi en plein accord.

Je connaissais le mouvement stalinien et celui du P. O. U. M., la division Karl Marx (stalinienne) et la division Lémine (poumiste). Et je connaissais aussi le parti Fédéral Ibérique (Fv y Margal) pour avoir eu sous ma dépendance un de ses bataillons.

Je dirai, ensuite, de tout et de tous avec un sentiment de justice.

Le parti pris, à quoi servirait-il ?

A troubler les eaux, à rendre plus empoisonnée l'atmosphère qui doit, au contraire, s'éclaircir pour aider à bien voir les bienfaits de la révolution et les méfaits de la contre-révolution.

Durruti et non Franco.

Moi, je veux servir surtout la vérité, qui est la cause de la liberté.

VIOLA.

PARIS-BANLIEUE

A TOUS LES CORRESPONDANTS

Nous rappelons à nos correspondants que les communications pour les rubriques « Voix de banlieue et de province » doivent parvenir avant le lundi midi aux bureaux du Lib. Les copies doivent, chaque fois qu'il est possible, être visées des groupes. Elles doivent être écrites à l'encre, d'un seul côté de la feuille et, autant que possible, ne pas dépasser trente lignes.

GOUSSAINVILLE

J'ai toujours pensé qu'il fallait se méfier des communistes, qui ont facilement la larme à l'œil, surtout quand ces larmes sont répandues devant le public. Leur pauvre cœur, pour s'exprimer, prend un trombone. Le bon, dont on entend leurs larmes, en vivent et les souffrances humaines auxquelles ils compassent sont une excellente source de revenus. Toutes les questions sociales ont eu de ces spécialistes. Je viens d'en trouver deux, et ils sont de taille, le grrrand camarade Cuvillier et notre si rigolo maire, M. le Docteur Rousseau. Hommes sensibles et compassants, ils se sont une réputation de vrais de vrais, que la misère des chômeurs touche.

Vint le cahier de revendications des chômeurs.

Alors, tout change : le vocabulaire pour commencer. Plus de soupçons, de plaintes, de lamentations. C'est le ton et les paroles des « marins » qui dominent, redressement indispensable, compte des réalités et des possibilités, le Conseil municipal ne peut pas tout faire, etc., etc.

Ils ne se contentent pas de rouler les chômeurs, ils se payent royalement leur tête. Et ceux qui montrent le plus de talent dans ce genre de sport sont ces deux malins au cœur si sensible.

Le bluff de la défense des chômeurs est l'analyse nécessaire pour eux. Et cela, je dois l'insister, le répéter. D'abord, par souci de vérité. Ensuite, pour ne pas être complice, par la silence, des sottises que les communistes et notre si « marant » maire nous passent en douce.

Et toi, chômeur, pauvre hère, si, au lieu de te laisser prendre aux rengaines absurdes que te débite chaque jour les communistes et notre si joyeux maire, qui sont là pour mieux le posséder, au lieu de croire aux chimériques larmes dont on caresse la vanité, dont on entoure la lamentable souvenance en venant, au lieu de l'arrêter, éternel dupé, devant leurs palabres, tu ferais bien mieux d'enlever cette muselière que tu portes en permanence ; alors tu les verrais s'arrêter de jouer avec la misère, et le jour où les mendiants du Parti communiste et notre si rigolo maire viennent te solliciter ton bulletin de vote, tu ferais pas mal de les remercier, en leur proclamant qu'ils n'ont fait que reprendre les tristes procédés de ce sinistre Harmand, celui que tu avais chassé de la Mairie.

Joanny.

STAINS

La municipalité bolchevique de Stains fait construire un stade sur l'emplacement d'un terrain vague appartenant à la ville.

Tres bien, très bien ! Il y a longtemps qu'on aurait dû songer à utiliser ce terrain.

Pour exécuter ces travaux, la municipalité a embauché des chômeurs.

Re-très bien, pour ce commencement de communication, mais voilà...

Il paraît que ces ouvriers professionnels sont payés à raison de 40 francs par jour, ce qui n'est pas le tarif syndical, loin s'en faut ; mais ils continuent à toucher leur chômage pour compléter leurs salaires hebdomadaires.

C'est là, pensons-nous une ingénieuse combinaison pour économiser sur le budget communal.

Nous ne trouverions rien à objecter si nous nous en tenions au mirage des économies municipales, mais voilà, cela crée un précédent de salaire diminué et des inconvénients d'application des lois sociales et des contrats collectifs.

Qu'en pense le citoyen Faudry ex-secrétaire du S.U.B. travaillant sur ce chantier ?

Et si ce procédé était employé par un chômeur quelconque qui se hasarderait à gagner quelques sous en bricolant tout en touchant au chômage les sommes insuffisantes pour vivre honnêtement, lui, et les siens, est-ce qu'il ne verrait point immédiatement fondre sur lui toutes les sanctions prévues et applicables impitoyablement à tous ceux qui seraient dans son cas ?

Nous pensons qu'il y aurait alors deux poids, deux mesures, ce qui n'est pas nouveau dans le régime que nous subissons depuis longtemps, mais qui tend de plus en plus à devenir un principe dans les petites républiques des camarades et que nous sommes décidés à entraver dans la mesure de nos possibilités.

Un groupe de chômeurs.

VOIX DE PROVINCE

AIRMARGUES

Souscription en faveur des Combattants espagnols

Recettes Paul Huguet : 75 fr. Total des listes précédentes : 4.867 fr. Total général : 4.942 fr. Dépenses Comité Révolutionnaire Espagne, 3 fr. 50 ; Comité Espagne Libre, 600 fr. Total : 918 fr. Total des listes précédentes, 1.026 fr. Total général : 4.944 fr. En caisse : 0.

ANNECY

Tous les camarades de la région, militants et sympathisants sont invités à venir nombreux à la balade champêtre, qui aura lieu le dimanche 19 septembre, à Verrier-du-Lac.

Rendez-vous à 8 heures, café du Faucigny, rue de la Filaterie, à Annecy. Le concours de la Chorale de Genève et des musiciens anciens nous est assuré.

De nombreux jeux sont prévus.

Tous les camarades qui désirent passer une belle journée à la campagne, au milieu d'une franche amitié devront être présents.

BREST

La comédie continue

Après la fuite de Brest des châtuliers espagnols « Frago I » et « Frago II » dans la nuit du 13 juillet, dans des conditions où la complicité de certains personnages brestois aux sympathies fascistes ne fait aucun doute, voici que la même comédie se renouvelle par la fuite, quelque peu corse et dramatisée cette fois, du cargo « Galés », celui-là même qui, avec l'autre cargo le « Zurriola », alors que poursuivis par les nationalistes, durent se réfugier dans notre port. A cette fuite, s'ajoute celle de trois membres de l'équipage du châtulier « Ramon Corréa » arrivés à Brest le 20 juillet. S'emparant d'un petit voilier à moteur, le « Ty ar Mor » en coupe du « Ramon Corréa » au port de Commerce, ils réussissent dans la nuit du 26 août à fausser compagnie au reste de l'équipage, à prendre le large et malgré les recherches du châtulier à n'être pas rejoints !

Tous ces faits démontrent une réelle audace de la part de leurs auteurs et de leurs complices et, aussi, une trop grande confiance de la part des autres. Ils n'ont pas manqué de susciter des commentaires, voire des explosions de colère dans les milieux ouvriers. Nous

savons que le consul d'Espagne à Brest, dont les sympathies sont loin d'être au gouvernement, n'a jamais pris sérieusement les mesures qui s'imposaient pour immobiliser, châtuliers et cargos. Nos délégués le lui ont signalé à plusieurs reprises et les « Frago I » et « Frago II » ne se fussent pas enfuis s'il nous avait écoutés et pris toutes dispositions. Nous nous devons de dire ici à certains de nos camarades espagnols, combien ils manquent de perspicacité en nous empêchant d'agir au moment propice !

Abusant de l'ignorance du public dans toutes ces affaires, les membres du parti communiste brestois, par une large distribution d'un tract, ont le culot de s'attribuer toute la vigilance et les interventions à l'égard des équipages espagnols. Ils nous obligent à les confondre. Leur intervention bruyante au port de Commerce, lors de l'arrivée du « Condé de Zubiria », eut pour résultat inévitable, la réplique des autorités locales qui exigèrent le départ de ce navire pour la baie de Douarnenez avec tous les risques adéquats. Avertis par les délégués de l'équipage et de l'état-major, nous intervenîmes près de l'ambassade et pûmes obtenir, non sans peine, le maintien du cargo à Brest. Les châtuliers ? Ils n'ont connu d'entraide, effective celle-là, que celle du Comité antifasciste, du groupe libertaire et de quelques camarades espagnols résidant à Brest. Leur intervention pour le « Galés », vaste rigolade. La vigilance du Front Populaire et du parti communiste brestois ? Ce serait à mourir de rire si ce n'était aussi triste.

Assez de bluff messieurs les politiciens, car la vigilance, la vraie, elle ne saurait s'exercer que par les organisations et les militants désintéressés et par tous ceux qui n'ont nul besoin des moyens tapageurs et démagogiques, pour se faire de la publicité en vue d'élections prochaines.

Que les travailleurs se ressaisissent et qu'ils viennent avec nous pour organiser la besogne salutaire contre toute la camarilla fausement démocratique et républicaine, ennemie avérée de la classe ouvrière espagnole en voie d'émancipation.

Vive la révolution espagnole !

René Martin.

LILLE

Les camarades ayant encore en leur possession, des carnets de tombola, sont priés de se mettre en rapport le plus tôt possible avec les camarades A. Bliq, 13, rue Marengo, Lille ; R. Bonnel, 94, rue Dordain, Hellemmes.

LYON-VAISE

Samedi 4 septembre, Goguette organisée par le Groupe de Vaise de l'U.A., au siège, 41, rue de Saint-Cyr. Chansons antimilitaristes, tombola américaine, etc.

MARSEILLE

Si le ridicule tuait, le Proletariat Marseillais aurait eu la joie d'assister aux obsèques des « Orléans » : Préfecture, Municipalité, Etat-Major, tout le gratin qui, à l'occasion des manœuvres aériennes dans les nuits des 23-25 août. Mais hélas pour nous, travailleurs, le ridicule les a épargnés. Que d'argent des contribuables gaspillé ! Que d'imbécillité déployée, surtout qu'il est prouvé, archi-prouvé, que toutes ces manœuvres dites de défense seront inefficaces en temps de guerre réelle. A quoi bon em...der les gens. Il faut bien, que diable, que ces pervers prouvent leur utilité avec la chair et la vie des autres.

La presse à tout dire de notre ville, de *Rouge-Midi* « communiste » à *Marseille-Matin* « fasciste » nous bourre le crâne avec ses louanges et apologies mensongères de la défense nationale, comme si nous, ouvriers, nous avions quelque chose à défendre. Oui, trois choses à défendre contre eux : Notre Châti, Notre Vie, et la carte de chômeur.

Nous, Anarchistes, nous prouvons... car l'histoire est là, vivante, qu'il ne peut pas y avoir de défense nationale en régime capitaliste, car ce régime est le triomphe des voleurs qui spolient les travailleurs — cheville ouvrière des richesses naturelles de ce pays — du bénéfice de leurs sueurs, de leurs efforts.

Révolution d'abord pour leur faire rendre gorge à notre mot d'ordre défrayé.

En attendant, Travailleurs des usines, des bureaux et des champs, rejoignons-nous dans nos groupes. Venez avec nous prendre le manche du balai qui nous servira à f... tous nos exploités — tous ces inutiles — dans le Vieux Port.

Pour le groupe Germain, A. Pascal.

NIMES

Comité local pour l'Espagne Libre

Dépenses des mois de juin, juillet, août : papier à lettres, correspondances et compte rendu, 11 fr. 95; reçu du Comité antifasciste espagnol d'Aïes, 100 ; ainsi que des camarades de la même région, un colis de linge neuf et usagé, le tout destiné aux petits orphelins de la Colonie Ascaso-Durruti. Avoir en caisse : 406 fr. 45. Dépenses : 11 fr. 55. Reste en caisse : 394 fr. 90.

Le Comité rappelle aux groupes et aux individualités de la région qui détiennent encore des listes de souscription au bénéfice des petits orphelins, de bien vouloir nous les faire parvenir au plus vite à seule fin de pouvoir leur faire un nouvel envoi et leur venir en aide dans la mesure de nos possibilités.

Donc, que chacun de nous fasse un petit effort et n'oublie pas nos chers petits enfants. A tous merci.

Pour le Comité : P. Repois.

ROUEN

La « Croix » publie avec complaisance et... satisfaction un article paru dans le « Figaro » sous la signature du député réac, Le Cour Grandmaison au sujet des hommes rendus au cardinal Pacelli, lors de sa récente venue en France, et où il est dit :

«...et les hommes d'Etat dont la courtoisie et le sens politique ont décidé ces hommes que les fils de ceux qui, il y a un peu plus de trente ans, dissolvaient les Associations religieuses, fermaient les écoles congréganistes, séparaient l'Eglise de l'Etat.

« Un peu partout, en effet, on a souligné ce retour des hommes d'Etat français à la courtoisie et au sens politique, on a eu raison.

« Ce qui n'est pas moins remarquable, c'est que l'opinion publique, dans son ensemble, ait suivi les hommes d'Etat.

« Aucune protestation ne s'est élevée, on n'a pas parlé de Canossa... Le parti socialiste tenait précieusement ses assises annuelles ; de graves divisions s'y manifestaient et une diversion anticléricaliste aurait pu servir à les masquer ; il ne semble pas qu'on y ait songé.

«... Le nier serait fermer les yeux à l'évidence ; il y a quelque chose de changé.

Cet article, ne mérite-t-il pas son succès au moment où socialistes et communistes nient l'union sacrée tout la Pausse devant la bourgeoisie et se laissent écraser sans même s'en apercevoir. Ce fait se rapproche assez des nouvelles masses dites en Espagne, à la mémoire de ceux que les Staliniens assassinent tous les jours, parce qu'ils ne veulent pas abandonner la Révolution. Après tout, ces trahisons sont peut-être des retraites stratégiques. Ou de la solidarité internationale pour le profit de Staline.

R.-A. Paon.

SAINT-ETIENNE

Grande réunion publique et contradictoire

Samedi 4 septembre

Avec le concours du camarade Ringas, secrétaire de la J.A.C., sur le sujet suivant : Où va le front populaire.

FÉDÉRATION DES COMITÉS ESPAGNOLS D'ACTION ANTIFASCISTE

Les 21 et 22 août à ou lieu à Nîmes, un plenum des régionales et Comités composant notre Fédération. C'est dans une atmosphère résolument cordiale et de volonté réfléchie que se sont déroulés les débats, animés seulement par la haine du fascisme et le désir de le vaincre.

Ce plenum, tenu seulement quatre mois après le Congrès de Marseille, a permis de constater l'agrandissement de jour en jour plus grand de notre Fédération à d'autres localités et à d'autres régions. A la suite de cette importante réunion, nous avons déjà enregistré de nouvelles adhésions.

La commission qui fut chargée de reviser les comptes put constater, d'après les pièces officielles, l'importance de l'œuvre accomplie avec tous les risques adéquats, et faire justice des allégations plus ou moins fantaisistes de ceux qui, incapables de faire une œuvre constructive, cherchent à démolir le mouvement antifasciste espagnol en France.

Nos comités antifascistes, ont confirmé une fois de plus leur volonté de lutter jusqu'au bout, et d'être l'enthousiasme le plus sincère que les travaux du congrès ont été déclarés terminés.

Nous rappelons que tout l'argent qui nous est confié est converti par nos soins en vivres de première nécessité pour l'Espagne. Nos frères manquent de lait, de savon, de café, de sucre. Malheureusement, un fameux contre-temps empêcha certains camarades d'assister à ces deux soirées. Néanmoins si notre première séance n'obtint qu'un succès relatif, puisque seules 250 personnes environ répondirent à notre appel, nous fûmes plus heureux à la soirée des Nouveautés. En effet, des ouvertures des portes ce fut l'arrivée en masse.

Devant le succès de cette soirée, ce n'est qu'avec confiance que nous envisageons le déroulement à venir de la tournée. Nous ne fûmes pas déçus, car avec l'aide des camarades de Pau, d'Orthez, de Nay, d'Ordon et de Mauléon nous passâmes tour à tour dans ces villes, où partout, le succès dépassa les prévisions.

A Bayonne, à Pau, et à Saint-Jean-de-Luz, les camarades de la région organisèrent la troisième partie de cette tournée. Il y eut bien quelques tentatives de sabotage, tant de dictateurs rouges que blancs, mais rien ne pouvait empêcher les personnes avides d'entendre et de voir la vérité d'assister à ces soirées. Elles furent toutes trois réussies et rapportèrent tant au point de vue moral que matériel les armes nécessaires pour continuer le bon combat.

Après la Haute-Garonne, les Basses-Pyrénées, ce fut le Gard où les copains d'Aïes organisèrent des soirées à la Grand-Combe, à Martillac, à Saint-Jean-de-Luz.

Bien préparées, bien organisées, dans un régime de vue moral, nous pûmes réaliser la troisième partie de cette tournée. Il y eut bien quelques tentatives de sabotage, tant de dictateurs rouges que blancs, mais rien ne pouvait empêcher les personnes avides d'entendre et de voir la vérité d'assister à ces soirées. Elles furent toutes trois réussies et rapportèrent tant au point de vue moral que matériel les armes nécessaires pour continuer le bon combat.

Après la Haute-Garonne, les Basses-Pyrénées, ce fut le Gard où les copains d'Aïes organisèrent des soirées à la Grand-Combe, à Martillac, à Saint-Jean-de-Luz.

Bien préparées, bien organisées, dans un régime de vue moral, nous pûmes réaliser la troisième partie de cette tournée. Il y eut bien quelques tentatives de sabotage, tant de dictateurs rouges que blancs, mais rien ne pouvait empêcher les personnes avides d'entendre et de voir la vérité d'assister à ces soirées. Elles furent toutes trois réussies et rapportèrent tant au point de vue moral que matériel les armes nécessaires pour continuer le bon combat.

Après la Haute-Garonne, les Basses-Pyrénées, ce fut le Gard où les copains d'Aïes organisèrent des soirées à la Grand-Combe, à Martillac, à Saint-Jean-de-Luz.

Bien préparées, bien organisées, dans un régime de vue moral, nous pûmes réaliser la troisième partie de cette tournée. Il y eut bien quelques tentatives de sabotage, tant de dictateurs rouges que blancs, mais rien ne pouvait empêcher les personnes avides d'entendre et de voir la vérité d'assister à ces soirées. Elles furent toutes trois réussies et rapportèrent tant au point de vue moral que matériel les armes nécessaires pour continuer le bon combat.

Après la Haute-Garonne, les Basses-Pyrénées, ce fut le Gard où les copains d'Aïes organisèrent des soirées à la Grand-Combe, à Martillac, à Saint-Jean-de-Luz.

Bien préparées, bien organisées, dans un régime de vue moral, nous pûmes réaliser la troisième partie de cette tournée. Il y eut bien quelques tentatives de sabotage, tant de dictateurs rouges que blancs, mais rien ne pouvait empêcher les personnes avides d'entendre et de voir la vérité d'assister à ces soirées. Elles furent toutes trois réussies et rapportèrent tant au point de vue moral que matériel les armes nécessaires pour continuer le bon combat.

Après la Haute-Garonne, les Basses-Pyrénées, ce fut le Gard où les copains d'Aïes organisèrent des soirées à la Grand-Combe, à Martillac, à Saint-Jean-de-Luz.

Bien préparées, bien organisées, dans un régime de vue moral, nous pûmes réaliser la troisième partie de cette tournée. Il y eut bien quelques tentatives de sabotage, tant de dictateurs rouges que blancs, mais rien ne pouvait empêcher les personnes avides d'entendre et de voir la vérité d'assister à ces soirées. Elles furent toutes trois réussies et rapportèrent tant au point de vue moral que matériel les armes nécessaires pour continuer le bon combat.

Après la Haute-Garonne, les Basses-Pyrénées, ce fut le Gard où les copains d'Aïes organisèrent des soirées à la Grand-Combe, à Martillac, à Saint-Jean-de-Luz.

Bien préparées, bien organisées, dans un régime de vue moral, nous pûmes réaliser la troisième partie de cette tournée. Il y eut bien quelques tentatives de sabotage, tant de dictateurs rouges que blancs, mais rien ne pouvait empêcher les personnes avides d'entendre et de voir la vérité d'assister à ces soirées. Elles furent toutes trois réussies et rapportèrent tant au point de vue moral que matériel les armes nécessaires pour continuer le bon combat.

Après la Haute-Garonne, les Basses-Pyrénées, ce fut le Gard où les copains d'Aïes organisèrent des soirées à la Grand-Combe, à Martillac, à Saint-Jean-de-Luz.

Bien préparées, bien organisées, dans un régime de vue moral, nous pûmes réaliser la troisième partie de cette tournée. Il y eut bien quelques tentatives de sabotage, tant de dictateurs rouges que blancs, mais rien ne pouvait empêcher les personnes avides d'entendre et de voir la vérité d'assister à ces soirées. Elles furent toutes trois réussies et rapportèrent tant au point de vue moral que matériel les armes nécessaires pour continuer le bon combat.

Après la Haute-Garonne, les Basses-Pyrénées, ce fut le Gard où les copains d'Aïes organisèrent des soirées à la Grand-Combe, à Martillac, à Saint-Jean-de-Luz.

Bien préparées, bien organisées, dans un régime de vue moral, nous pûmes réaliser la troisième partie de cette tournée. Il y eut bien quelques tentatives de sabotage, tant de dictateurs rouges que blancs, mais rien ne pouvait empêcher les personnes avides d'entendre et de voir la vérité d'assister à ces soirées. Elles furent toutes trois réussies et rapportèrent tant au point de vue moral que matériel les armes nécessaires pour continuer le bon combat.

Après la Haute-Garonne, les Basses-Pyrénées, ce fut le Gard où les copains d'Aïes organisèrent des soirées à la Grand-Combe, à Martillac, à Saint-Jean-de-Luz.

Bien préparées, bien organisées, dans un régime de vue moral, nous pûmes réaliser la troisième partie de cette tournée. Il y eut bien quelques tentatives de sabotage, tant de dictateurs rouges que blancs, mais rien ne pouvait empêcher les personnes avides d'entendre et de voir la vérité d'assister à ces soirées. Elles furent toutes trois réussies et rapportèrent tant au point de vue moral que matériel les armes nécessaires pour continuer le bon combat.

Après la Haute-Garonne, les Basses-Pyrénées, ce fut le Gard où les copains d'Aïes organisèrent des soirées à la Grand-Combe, à Martillac, à Saint-Jean-de-Luz.

Bien préparées, bien organisées, dans un régime de vue moral, nous pûmes réaliser la troisième partie de cette tournée. Il y eut bien quelques tentatives de sabotage, tant de dictateurs rouges que blancs, mais rien ne pouvait empêcher les personnes avides d'entendre et de voir la vérité d'assister à ces soirées. Elles furent toutes trois réussies et rapportèrent tant au point de vue moral que matériel les armes nécessaires pour continuer le bon combat.

Après la Haute-Garonne, les Basses-Pyrénées, ce fut le Gard où les copains d'Aïes organisèrent des soirées à la Grand-Combe, à Martillac, à Saint-Jean-de-Luz.

Bien préparées, bien organisées, dans un régime de vue moral, nous pûmes réaliser la troisième partie de cette tournée. Il y eut bien quelques tentatives de sabotage, tant de dictateurs rouges que blancs, mais rien ne pouvait empêcher les personnes avides d'entendre et de voir la vérité d'assister à ces soirées. Elles furent toutes trois réussies et rapportèrent tant au point de vue moral que matériel les armes nécessaires pour continuer le bon combat.

Après la Haute-Garonne, les Basses-Pyrénées, ce fut le Gard où les copains d'Aïes organisèrent des soirées à la Grand-Combe, à Martillac, à Saint-Jean-de-Luz.

Bien préparées, bien organisées, dans un régime de vue moral, nous pûmes réaliser la troisième partie de cette tournée. Il y eut bien quelques tentatives de sabotage, tant de dictateurs rouges que blancs, mais rien ne pouvait empêcher les personnes avides d'entendre et de voir la vérité d'assister à ces soirées. Elles furent toutes trois réussies et rapportèrent tant au point de vue moral que matériel les armes nécessaires pour continuer le bon combat.

Après la Haute-Garonne, les Basses-Pyrénées, ce fut le Gard où les copains d'Aïes organisèrent des soirées à la Grand-Combe, à Martillac, à Saint-Jean-de-Luz.

Bien préparées, bien organisées, dans un régime de vue moral, nous pûmes réaliser la troisième partie de cette tournée. Il y eut bien quelques tentatives de sabotage, tant de dictateurs rouges que blancs, mais rien ne pouvait empêcher les personnes avides d'entendre et de voir la vérité d'assister à ces soirées. Elles furent toutes trois réussies et rapportèrent tant au point de vue moral que matériel les armes nécessaires pour continuer le bon combat.

Après la Haute-Garonne, les Basses-Pyrénées, ce fut le Gard où les copains d'Aïes organisèrent des soirées à la Grand-Combe, à Martillac, à Saint-Jean-de-Luz.

Bien préparées, bien organisées, dans un régime de vue moral, nous pûmes réaliser la troisième partie de cette tournée. Il y eut bien quelques tentatives de sabotage, tant de dictateurs rouges que blancs, mais rien ne pouvait empêcher les personnes avides d'entendre et de voir la vérité d'assister à ces soirées. Elles furent toutes trois réussies et rapportèrent tant au point de vue moral que matériel les armes nécessaires pour continuer le bon combat.

Après la Haute-Garonne, les Basses-Pyrénées, ce fut le Gard où les copains d'Aïes organisèrent des soirées à la Grand-Combe, à Martillac, à Saint-Jean-de-Luz.

Bien préparées, bien organisées, dans un régime de vue moral, nous pûmes réaliser la troisième partie de cette tournée. Il y eut bien quelques tentatives de sabotage, tant de dictateurs rouges que blancs, mais rien ne pouvait empêcher les personnes avides d'entendre et de voir la vérité d'assister à ces soirées. Elles furent toutes trois réussies et rapportèrent tant au point de vue moral que matériel les armes nécessaires pour continuer le bon combat.

Après la Haute-Garonne, les Basses-Pyrénées, ce fut le Gard où les copains d'Aïes organisèrent des soirées à la Grand-Combe, à Martillac, à Saint-Jean-de-Luz.

Bien préparées, bien organisées, dans un régime de vue moral, nous pûmes réaliser la troisième partie de cette tournée. Il y eut bien quelques tentatives de sabotage, tant de dictateurs rouges que blancs, mais rien ne pouvait empêcher les personnes avides d'entendre et de voir la vérité d'assister à ces soirées. Elles furent toutes trois réussies et rapportèrent tant au point de vue moral que matériel les armes nécessaires pour continuer le bon combat.

Après la Haute-Garonne, les Basses-Pyrénées, ce fut le Gard où les copains d'Aïes organisèrent des soirées à la Grand-Combe, à Martillac, à Saint-Jean-de-Luz.

Bien préparées, bien organisées, dans un régime de vue moral, nous pûmes réaliser la troisième partie de cette tournée. Il y eut bien quelques tentatives de sabotage, tant de dictateurs rouges que blancs, mais rien ne pouvait empêcher les personnes avides d'entendre et de voir la vérité d'assister à ces soirées. Elles furent toutes trois réussies et rapportèrent tant au point de vue moral que matériel les armes nécessaires pour continuer le bon combat.

Après la Haute-Garonne, les Basses-Pyrénées, ce fut le Gard où les copains d'Aïes organisèrent des soirées à la Grand-Combe, à Martillac, à Saint-Jean-de-Luz.

Bien préparées, bien organisées, dans un régime de vue moral, nous pûmes réaliser la troisième partie de cette tournée. Il y eut bien quelques tentatives de sabotage, tant de dictateurs rouges que blancs, mais rien ne pouvait empêcher les personnes avides d'entendre et de voir la vérité d'assister à ces soirées. Elles furent toutes trois réussies et rapportèrent tant au point de vue moral que matériel les armes nécessaires pour continuer le bon combat.

LA VIE DE L'U.A.

COMMISSION ADMINISTRATIVE. — Réunion lundi 6 septembre.

II, III, IV arr. — Prochaine réunion jeudi 2 septembre, 21 h. 44, rue des Archives. Ordre du jour très important. Tous les camarades devront être présents.

V^e et VI^e arr. — Tous les mercredis à 20 h. 30, salle d'Artagnan, 22, rue Broca.

IX^e arr. — Prochaine réunion du groupe, lundi 6 septembre, à 21 h., au Cadet. Présence de tous indispensable.

XIV^e arr. — Tous les vendredis, à 21 h., au café « Parillon », 36, rue de Vanves.

XV^e arr. — Tous les vendredis, à 21 h., chez Orclé, 117, rue Saint-Charles.

XVI^e arr. et Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis, à 21 h., chez Cuvilliers, 50, avenue des Moulineaux, à Billancourt.

XVII^e arr. St-Ouen. — Tous les jeudis à 20 h. 30, 31, rue des Appennins.

XVIII^e arr. Montmartre. — Tous les mercredis à 21 heures aux « Sans-Soucis », 100, rue Ordre.

XVIII^e arr. Chapelle Goutte d'Or. — Réunion tous les vendredis à 21 h., « Au Petit Trou », 83, rue de la Chapelle.

XIX^e arr. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, à la Choie du Combat, place du Combat, 2, rue de Meaux.

XX^e arr. — Tous les mercredis, chez Lejeune, 67, rue de Ménilmontant (1^{er} étage).

Groupe Intercommunal Banlieue-Sud. — Vendredi 3 septembre, à 20 h. 30, salle Lecoq, 50, avenue de Fontainebleau, à Biotre. Présence indispensable de tous les adhérents. Ordre du jour important.

Asnières. — Tous les dimanches matin, à 9 h. 30, 1, rue de Metz, au coin de la rue du Mesnil, vente du « Libertaire » le jeudi et le vendredi au Bourguignon, le dimanche au marché des 4-Routes.

Aulnay-sous-Bois. — Réunion vendredi 3 septembre, à 21 h. 10, rue Jules-Simon. Présence de tous les camarades est indispensable.

Bagneux. — Tous les lundis à 20 h. 30, café Vain, 150, rue Aristide Briand, à Bagneux.

Blanc-Mesnil. — Tous les lundis, 20 h. 30, salle Auguste, 11, avenue des Lilas. « Le Libertaire » est en vente chez le dépositaire, avenue Henri-Barbusse.

Bondy. — Tous les 2^e et 4^e vendredis du mois, 13, allée Denise.

Bogigny. — Tous les 1

L'enquête sur la production
La production baisse.
Grand émoi dans la bourgeoisie et dans le Front Populaire
Pourquoi ne pas embaucher les 400.000 chômeurs inscrits? La production augmenterait.

Pas de victoire ouvrière sans indépendance

Déjà depuis plusieurs mois, la page syndicaliste du *Libertaire* dénonce les méfaits de l'arbitrage obligatoire. Les militants libertaires et syndicalistes révolutionnaires ont déjà activement combattu dans les assemblées générales d'entreprise cette loi anti-ouvrière.

Ils ne furent, malheureusement, pas toujours compris de la part de leurs camarades d'atelier. Ils furent parfois accusés de faire de la surenchère, de la démagogie, aussi d'être « piqués au vinaigre » par les bonzos syndicaux.

Aujourd'hui l'expérience est faite. La loi sur l'arbitrage est condamnée par les faits et les ouvriers à qui cette loi odieuse a été imposée.

Un fort mécontentement règne chez les « Métaux », ceux-ci comprennent enfin qu'ils ont été « coullonnés » par la reconduction des conventions collectives.

Ils se rendent compte que l'augmentation des salaires était conditionnée aux garanties à exiger lors du renouvellement de celles-ci en temps opportun.

Et, pourtant, le coût de la vie n'augmente-t-il pas sans cesse? Malgré les pleurnicheries et les slogans faciles, la réalité est là : le pouvoir d'achat des ouvriers diminue de plus en plus.

On concevra donc aisément que les métallurgistes, qui furent à l'avant-garde du mouvement revendicatif, ne soient pas des plus satisfaits des résultats de cette loi défendue par le cumulard Croizat à la Chambre des députés.

Si l'on examine sérieusement les demandes d'augmentation de salaires faites par le syndicat des métaux à la Chambre Patronale, celles-ci sont loin de donner des résultats satisfaisants.

Comment n'en serait-il pas ainsi puisque les ouvriers n'ont pour rôle actif que celui de co-sinistres et leurs représentants celui de démarcheurs.

Pas d'action d'ensemble pour défendre les conquêtes de juin 36; il ne faut pas créer de difficultés au gouvernement. Cependant il faut évaluer à environ 30 0/0, l'augmentation du coût de la vie de septembre 36 à août 37.

Telle est la situation présente.

Et maintenant que réclame-t-on de plus à la classe laborieuse? Augmenter la production.

Ceci, évidemment en termes voilés. Une enquête est donc décidée : enquête qui sera conduite, n'en doutons pas, par des gens qui ne connaissent du travail que les dividendes produits par celui-ci et sans doute, par d'autres, en rupture d'états ou de manivelles depuis des dizaines d'années, ces gens courront sûrement à un nouvel effort des ouvriers, peut-être même, comme dans les mines et les usines, au sabotage des 40 heures.

Les revendications que les ouvriers ont conquises en juin par l'occupation en masse des usines « et non par le F. P. » leur sont arrachées les unes après les autres : le droit syndical dans l'industrie d'usines est méconnu. La répression patronale sévit comme avant juin 36; c'est ainsi qu'on a pu lire dans la page syndicale de l'« Huma » du 30 avril 37 :

« Ce sont les ouvriers d'une grande usine de produits chimiques qui nous signalent qu'ils n'osent plus faire acte de candidature, car tous les délégués sont les uns après les autres licenciés ».

Huit travailleurs de l'Allier nous écrivent qu'ils ont été licenciés pour avoir refusé d'adhérer au syndicat « professionnel » constitué par le patronat.

Et il y a quelques jours, des employés de l'industrie hôtelière nous contaient avec émotion la fin tragique d'un des leurs : qui s'est écrié : « parce qu'il était chassé de toutes les entreprises ».

Et voilà les résultats des conseils au calme et à la modération prodigués par les ex-syndicalistes-révolutionnaires et leurs compères réformistes de toujours.

Il faut donc que cet état de choses cesse, mais pour cela il faut une fin aux syndicalistes ont le devoir d'exiger dans leurs assemblées générales — si toutefois la démocratie syndicale leur permet encore le droit d'expression — la reprise de l'indépendance de la C. G. T. et de l'égard du gouvernement « impopulaire » et de bannir de l'organisation syndicale toute politique s'exerçant au profit d'un parti mais au détriment du syndicalisme.

Reprenons donc, contre le patronat, le combat d'ensemble; montrons à la bourgeoisie que la C.G.T. est une force agissante avec laquelle il faut désormais compter. La classe ouvrière doit reprendre la lutte qui fit trembler le capital en juin 36 et ainsi le syndicalisme politique renaissant sera une fois de plus victorieux.

GUYARD.

SOUS LA CISAILLE

Les dirigeants du syndicat des Métaux de la région parisienne s'en vont en guerre. Rien ne va plus. Ah mais ! cette fois...

Figurez-vous qu'à la suite de la montée en flèche des prix les rajustements de salaires soumis aux différents arbitrages se transformaient après des mois de pourparlers de 10 % en 4 %, de 15 % en 8,5 % etc. Nullement découragés, nos dirigeants en question à la suite de chaque échec, déposaient une nouvelle demande de rajustement et attendaient les événements. Cependant, la dernière, déposée en mars et renouvelée en juillet tardant à aboutir, nos manitous viennent de se fâcher et de porter leur revendication « rajustatoire » de 10 % à 12 %, et ils attendent la réponse de pied ferme. Attendons-nous à de graves événements... de nouvelles élections approchent.

Léon Jouhaux reprend du service à la S. D. N. C'est comme on vous le dit. Quoi ! qu'est-ce que vous dites? Qu'il avait été mis en demeure de démissionner, voilà quelques années, devant la carence de l'institution géroise et sous la pression des campagnes communistes contre la « carrière des brigands impérialistes », c'est fort possible, mais « il faut sauver la paix » déclare Jouhaux dans Le Peuple, et sous sa plume la S. D. N. redevient le suprême rempart de la paix.

Naturellement les communistes ex-utilitaires font chorus et ce n'est plus eux qui l'accuseront d'être un délégué sans mandat.

Le Gouvernement vient de décider une enquête sur la production qui doit réjouir fort les milieux planistes où la raison technique prime la raison révolutionnaire. Entre autres personnalités on relève parmi les enquêteurs les noms de M. C.-J. Gignoux et de Jouhaux.

L'idée n'est pas nouvelle. Elle est le préambule d'une rationalisation générale de l'économie sous la haute direction d'un Conseil Supérieur que Duret, l'un des cerveaux du plan de la C.G.T., présentait en 1935 comme devant être « investi de tous les pouvoirs nécessaires à sa fonction et devenant rouage essentiel et constitutionnel du pays. » Ce Conseil Supérieur de l'Economie, Jouhaux avec sa lumineuse logique en parlait ainsi au Congrès Confédéral de 1935.

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

L'AXE BELIN-MONMOUSSEAU

La campagne pour la production qui accorde miraculeusement les bédieux de Syndicats aux adjudants de la Vie ouvrière va-t-elle devenir l'axe de l'activité syndicale ?

La C.G.T. réunifiée semble vouloir noyer ses querelles intestines sous un flot de compétences techniques. Si cette enquête sur la production aboutit et se matérialise en un comité directeur de l'économie, un cran de plus sera donné à l'action ouvrière et un double pas réunira les frères ennemis sur la ligne de la compréhension nationale.

M. Monmousseau, dans l'Humanité, dénonce à la suite de M. Gallus-Lazarus, de l'Intransigeant, les démagogues qui participent en guerre contre la décision du gouvernement « pour une meilleure collaboration entre employeurs et employés ».

M. Gallus feint d'entendre par démagogues les communistes, et les communistes à leur tour font les malins en collant l'étiquette aux patrons.

A ce que nous entendons, personne en fin de compte ne peut être ce démagogue qui repousse la collaboration entre employeurs et employés puisque tout le monde collabore à l'enquête.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de la production est flagrante, ces messieurs ne peuvent que conclure à la nécessité d'une direction rationnelle. La fameuse économie dirigée ne pourra que sortir renforcée de cette enquête, et avec elle le Conseil Supérieur, son expression matérielle.

Le même Duret, plus haut cité, écrivait en juin 36 : « Nous pensons que les solutions rationnelles sont celles qui permettent de garder intacts l'appui et la confiance des masses, leur enthousiasme fécond et créateur ».

« ...Il n'est pas d'économie dirigée sans Conseil Supérieur de l'Economie. S'il n'y a pas un organe de direction, comment voulez-vous qu'on dirige l'économie ? »

Si donc le gouvernement a décidé cette enquête c'est qu'il est convaincu que tout n'est pas pour le mieux dans la meilleure des productions. Si le patronat accepte d'y participer en la personne de son président c'est qu'il a fait la même constatation. Tout ceci à la haute jubilation des cerveaux du Plan. Comme la discorde de